

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juillet 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 22
Procuration(s) : 2
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 30 juin 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0136

**RELATIVE A LA SIGNATURE DU PROTOCOLE TRANSACTIONNEL
CONCLU DANS LE CADRE DE LA RESILIATION DU MARCHE n° 17066
(Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'organisation de la gestion du réseau de
transports publics interurbains et scolaires du Département de Mayotte)**

L'an deux mille vingt-trois, le douze juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, , Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillères départementales représentées :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC
Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Salime MDERE, Madame Rosette VITTA

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_2021_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission permanente ;

Vu la délibération N°DL_AP2023_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;

Considérant le rapport n°2023-1870 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la Commission Administration Générale, Transports et Transition Ecologique en date du 06 juillet 2023.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentées,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer le protocole transactionnel pour solder financièrement le marché n°17066 signé avec le groupement constitué par SYSTRA, le Cabinet Cabanes Avocats, et FCL Gérer la Cité ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R 421-1 et suivants du code de Justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI



PROTOCOLE TRANSACTIONNEL N°2

Marché n° 17066 d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'organisation de la gestion du réseau de Transports Publics Interurbains et scolaires du Département de Mayotte

En application des articles 2044 et suivants du code civil
et L. 423-1 du code des relations entre le public et l'administration

Entre les parties soussignées :

Le Conseil départemental de Mayotte, ayant son siège 8, rue de l'hôpital, BP 101, 97600 Mamoudzou, représenté par son président en exercice, dûment habilité par délibération de l'assemblée du Conseil départemental, ci-après désigné le « *Maître d'ouvrage* » ou le « *Département* »,

D'une part,

SYSTRA France, Société par actions simplifiée à associé unique, sise au 72- 76, rue Henry Farman à Paris (75015), représentée par M. Pascal BROSTIN, directeur de la Direction Conseil et Aménagement, dûment habilité par les autres co-traitants du Groupement à signer le présent protocole pour leur compte, ci-après désignée « *SYSTRA* »,

La société SELARL Cabinet Cabanes avocats, sis 141 avenue Wagram à Paris (75017) représentée par Me Benoît POLDERMAN, ci-après désigné « *Cabinet Cabanes* »,

FCL - Gérer la Cité, société anonyme au capital de 175 000 € dont le siège social est sis 87, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS, Représentée par Madame Isabelle KEBE, présidente de MD2S ACTIV, ci-après dénommée « *FCL* »,

Ci-après dénommés le « *Groupement* »,

D'autre part,

Ci-après ensemble dénommées les « *Parties* ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

1. Le marché n°17066 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'organisation de la gestion du réseau de transports publics interurbains et scolaires du Département de Mayotte (ci-après le « *Marché* ») a été attribué le 26 avril 2017 au Groupement constitué par SYSTRA (mandataire) le Cabinet Cabanes Avocats (cotraitant), et FCL Gérer la Cité (cotraitant).

Le montant du Marché est de 393 775 € HT (TF+TO1+TO2+TO3+TO4+TO5).

Les différentes tranches sont les suivantes :

N°	Phase
1	TF Phase 1 : Diagnostic du réseau de transports du Département
2	TF Phase 2 : Proposition pour organiser le réseau de transports et comparer les modes de gestion
3	TF Phase 3 : Gestion de la fin des contrats actuels de transports scolaires
4	TO 1 : Assistance pour la passation des marchés complémentaires (système billettique)
5	TO 2 : Assistance pour une procédure de DSP (transport interurbain)
6	TO 3 : Assistance pour une procédure de création d'une régie
7	TO 4 Assistance pour une procédure de marchés publics (Transport scolaire)
8	TO 5 : suivi d'exécution du ou des contrats

2. Le 6 avril 2018, le Département a notifié un ordre de service n°2 pour déclencher notamment l'exécution de la tranche optionnelle n°1 et de la tranche optionnelle n°2.

Le Groupement a respecté les délais d'exécution et a remis les livrables tel que prévus par le Marché. Leur contenu a été accepté par le Département.

3. Toutefois, suite à l'arrêt de la procédure de délégation de service public lancée en mai 2021, par la nouvelle assemblée départementale, et en raison de difficultés rencontrées lors de l'exécution du Marché, le Groupement a adressé une réclamation indemnitaire au Département pour un montant de 32 950 € HT.

Cette réclamation indemnitaire est fondée, d'une part, sur le constat d'une sollicitation de l'assistance supérieure à ce qui pouvait être raisonnablement imaginé au moment du dépôt de son offre, et d'autre part, sur la demande de rémunération de prestations complémentaires non prévues par le Marché.

4. En réponse, le Département a rejeté une partie des demandes, en considérant que l'allongement de la durée de la mission du Groupement n'est pas en elle-même de nature à justifier une demande indemnitaire, s'agissant d'un marché à prix forfaitaire.

5. Dans ce contexte, les Parties se sont rapprochées afin de rechercher une solution amiable à leur différend.

6. Après avoir pris la mesure de leur désaccord, en pleine connaissance de leurs droits respectifs, et après s'être mutuellement consenties des concessions, les Parties ont décidé de conclure le présent protocole transactionnel (ci-après le « *Protocole* »).

Ce préambule (ci-après le « Préambule ») fait partie intégrante du Protocole.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET DU PROTOCOLE

Ce protocole a pour objet de :

- Résilier et solder financièrement le Marché ;
- Mettre fin aux litiges nés ou à naître entre les Parties et ayant trait aux éléments rappelés aux présentes, sous réserve d'une exécution complète des engagements pris par chacune d'entre elles dans le cadre du Protocole ;
- Procéder au quitus de l'exécution du Marché.

A cette fin et sans aucune reconnaissance de responsabilité de la part des Parties, ni du bien-fondé de leurs positions et de leurs prétentions respectives, les Parties s'accordent sur des concessions réciproques, à titre transactionnel.

ARTICLE 2 - RESILIATION AMIABLE DU MARCHÉ

Les Parties conviennent de la résiliation amiable du Marché, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.

ARTICLE 3 - INDEMNISATION DU GROUPEMENT - CONCESSIONS DU DEPARTEMENT

3.1 Le Département a accepté d'indemniser le Groupement :

- Pour la tranche optionnelle n°1 (assistance pour une passation d'un marché de billettique), au titre de la modification du périmètre initial du marché billettique suite à l'intégration des barges du STM ;
- Pour la tranche optionnelle n°2 (assistance pour une procédure de DSP) :
 - o Au titre des prestations supplémentaires réalisées de mai à juillet 2020 (présentation et rendus afin de remobiliser les acteurs du projet) ;
 - o Au titre des prestations supplémentaires réalisées en août et septembre 2021 dans le contexte de renouvellement de l'assemblée départementale (présentation et sensibilisation des élus au mode de gestion DSP et au PGTD en place).

Dans ce cadre, le Département accepte de verser une somme globale et forfaitaire de seize mille cent (16 100) € HT au Groupement, somme non soumise à la taxe sur la valeur ajoutée.

3.2 Cette somme est répartie de la manière suivante entre les membres du Groupement :

- SYSTRA : 11 400 Euros
- FCL : 2 000 Euros
- Cabanes Avocats : 2 700 Euros

3.3 Le Département s'engage à régler les sommes dues au présent protocole dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date d'entrée en vigueur du Protocole.

Le règlement sera effectué sur les comptes de chaque membre du Groupement, SYSTRA, FCL et Cabinet Cabanes Avocats.

ARTICLE 4 - INDEMNISATION DU GROUPEMENT - CONCESSION DU GROUPEMENT

4.1 Sous réserve du paiement :

- du décompte n°5 d'un montant de 12 475 € HT correspondant au solde des TO1 et TO2, et transmis le 14 janvier 2022 au CDM par Systra (en annexe), et
- de la facture de FCL n°22029691 du 10 février 2022 d'un montant de 900 € HT,

le Groupement reconnaît avoir d'ores et déjà été réglé de l'ensemble des prestations réalisées par ses soins dans le cadre de l'exécution du Marché et renonce donc à percevoir toute somme complémentaire au titre de l'exécution des prestations objet de ce Marché, ce qui inclut les factures déposées et non encore réglées à la date de signature du Protocole.

4.2 Le Groupement reconnaît avoir été indemnisé de tous ses préjudices résultant de l'exécution du Marché et renonce donc à percevoir toute indemnité complémentaire, notamment une indemnité de résiliation.

4.3 Le Groupement s'engage à remettre au Département un dossier complet comprenant les données récupérées et produites dans le cadre du Marché, dans un délai de 15 jours à compter de la signature du Protocole.

ARTICLE 5 - QUITUS

Le Département donne quitus au Groupement de la bonne exécution des prestations au titre du Marché.

ARTICLE 6 - RENONCEMENTS RECIPROQUES

En conséquence et à compter du règlement de l'indemnité transactionnelle, les Parties renoncent chacune pour ce qui la concerne et de façon irrévocable à saisir quelque juridiction que ce soit de tout recours intéressant directement ou indirectement l'exécution du Marché toute tranche confondue.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à conserver la confidentialité de ce Protocole et à ne pas le divulguer à des tiers au présent acte, à l'exception des éventuelles demandes émanant de l'administration fiscale ou d'organismes bancaires pour la mainlevée des garanties, des divulgations nécessaires à l'accomplissement même de l'objet du présent Protocole et des obligations de communication du DEPARTEMENT.

Tout manquement à cette exigence de confidentialité engagera la responsabilité de son auteur pour tous les préjudices susceptibles d'en résulter.

Enfin, les Parties s'engagent à exécuter de bonne foi le présent accord, et s'interdisent en particulier toute communication en relation avec l'objet du présent accord ayant pour objet de pouvant nuire à l'image ou la réputation de l'autre partie.

ARTICLE 8 - TRANSACTION

De commune intention, les Parties reconnaissent que le présent accord vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil.

A ce titre, elles reconnaissent expressément que, conformément à l'article 2052 dudit Code, le présent accord transactionnel aura, sous réserve de sa parfaite exécution, de faire obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les Parties d'une action en justice ayant le même objet.

Les Parties déclarent que leur consentement à la présente transaction est libre et traduit leur volonté éclairée.

Elles reconnaissent avoir disposé du temps matériel nécessaire pour étudier, négocier et arrêter les termes de la présente transaction.

Les Parties conviennent également que les engagements souscrits dans le présent Protocole sont purement personnels et non cessibles.

En contrepartie de la signature du présent Protocole, les Parties se déclarent intégralement satisfaites et remplies de tous leurs droits à raison de la situation à laquelle il est définitivement mis fin par le présent Protocole.

ARTICLE 9 – ENTREE EN VIGUEUR

Le Protocole entrera en vigueur à compter de sa signature par les Parties, dûment habilitées à cet effet, et de sa transmission au représentant de l'Etat. Cette transmission interviendra de manière immédiate.

En conséquence le paiement de l'indemnité transactionnelle, sera effectué par le comptable assignataire du Département, sur présentation des justificatifs suivants :

- Un exemplaire signé du Protocole,
- La délibération autorisant la signature du Protocole,
- La preuve de la transmission du Protocole au contrôle de légalité.

ARTICLE 10 - DOMICILE ELU ET LITIGES

Pour l'exécution des présentes, les Parties font éléction de domicile en leur siège sus-indiqué.

Tout litige lié à l'interprétation, l'exécution et/ou la résiliation du présent Protocole relèvera de la compétence du tribunal administratif de MAMOUDZOU.

Chacune des Parties garde à sa charge les frais qu'elle a exposés pour l'établissement du Protocole.

Sont annexées à la transaction, comme en faisant intégralement partie, les pièces suivantes :

- Annexe 1 : Décision de l'assemblée délibérante du DEPARTEMENT autorisant son président à signer le Protocole ;
- Annexe 2 : RIB de SYSTRA et co-traitants ;
- Annexe 3 : Facture n°202200654 de SYSTRA de 12 475 € HT valant solde du Marché ;
- Annexe 4 le cas échéant : Mandat de SYSTRA pour engager les deux co-traitants

Fait à Mamoudzou, en 3 exemplaires, originaux,

Paris, le 26/07/2023. P. BROSTIN

Pour le Groupement

Pour le Département

Lu et approuvé. Bon pour transaction définitive et irrévocable et renonciation à toute instance, action et réclamation.

NB :

- **Faire précéder chaque signature de la mention : « *lu et approuvé, bon pour transaction définitive et irrévocable et renonciation à toute instance, action et réclamation* »**
- **Parapher chaque page**